

Gilets-J – Référendum 1

Une information récente nous apprenait que les Français, à une écrasante majorité, ont une mauvaise opinion des partis politiques, et de la classe politique en général ; ceux qui en ont une bonne opinion, seraient 6% seulement ; ce qui fait donc 94% de mécontents. On croirait un score de république bananière. Mais alors mes chers compatriotes, si je raisonne bien, c'est que vous vous écœurez vous-mêmes ?... Qui pendant des dizaines d'années, depuis la Libération, depuis 73 ans, mais surtout depuis cinquante ans, depuis Mai-68, les a amené au pouvoir ces mouvements politiques, et cette classe politicienne que vous semblez rejeter aujourd'hui ? C'est vous les électeurs, me semble-t-il ; c'est vous les citoyens chéris de la République... C'est vous qui soutenez par vos bulletins de vote la République, LE SYSTÈME... Nous allons y revenir... Et qu'est-ce que vous allez faire aux prochaines élections ? Eh bien, vous allez renvoyer les mêmes au pouvoir, comme d'habitude ; et dans cinq ans ou plus, vous serez peut-être 98% à avoir une mauvaise opinion des politiciens. Puis vous les renverrez de nouveau au pouvoir, et ainsi de suite, jusqu'à ce que la France disparaisse de la planète, jusqu'à ce que son souvenir soit effacé dans la mémoire de l'humanité... Dites-moi, ils n'y sont pas allés tous seuls, au pouvoir ?... Devrais-je vous dire que vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-mêmes ? Non, ce serait un reproche trop facile. Nous allons essayer d'aborder les choses de manière plus subtile, à propos du référendum d'initiative populaire et non le référendum citoyen, comme on l'entend dire.

Au moment où je rédige ces lignes, nous sommes en pleine crise des Gilets jaunes. Le grand débat national prévu par le gouvernement Macron est en cours ; comme il fallait s'y attendre, nous assistons à une formidable opération d'enfumage et d'extinction des feux ; exactement comme cela s'est passé avec Sarkozy, à l'occasion du débat sur l'identité nationale et le référendum d'initiative populaire. S'agissant de celui-ci, bien qu'inscrit dans la Constitution, les conditions imposées sont telles qu'il est totalement impraticable ; c'est mission impossible. Circulez, la République n'a rien à vous dire.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il faut d'abord s'entendre sur les mots. Ainsi, je voudrais qu'on arrête avec le mot « révolution » ; ce mot qu'on utilise pour un oui ou pour un non, à tort et à travers... De révolution, pour nous Français, il n'y en a qu'une, celle de 1789, et ce n'est pas un modèle de démocratie, loin s'en faut. Un ami me rappelait, il y a peu, que 1789 est la date qui situe le début de la descente aux Enfers de la France. Le mot lui-même est équivoque puisqu'il signifie retour au point de départ... Il n'y a pas de révolution, il n'y en aura jamais plus... Je m'adresse surtout aux Gilets jaunes afin qu'ils cessent, en outre,

d'utiliser les symboles de la révolution, comme le bonnet rouge dit phrygien, la cocarde, la Marseillaise, etc., dont, pour la plupart, ils ne connaissent pas la réelle signification.

Je voudrais qu'on en finisse également avec le mot « populisme », mot qui désigne dans le monde anglo-saxon les mouvements politiques de tendance nationaliste. En France, avant que sa définition ne subisse une substitution sémantique, populisme désignait une école littéraire dite « misérabiliste », qui connut un certain succès fin XIX^e, début XX^e siècle. En fait, la mode aidant, la signification du mot populiste a subi en France l'influence du modèle américain ; et comme aux États-Unis, il est utilisé aujourd'hui, le plus souvent, pour ne pas prononcer le mot « nationaliste ».

Qu'on en finisse également avec toutes ces idéologies menteuses qui pourrissent le cerveau de nombres de nos contemporains, qui faussent leur représentation du monde en même temps que leur jugement ; vous avez compris que je fais allusion à ces trois idéologies que sont le communisme, le socialisme, le libéralisme, lesquelles constituent le socle doctrinal de la République.

Venons-en maintenant au référendum d'initiative que nous allons également évoquer dans le sens de la précision des mots. On nous parle de référendum d'initiative citoyenne, le RIC. Et c'est là qu'est le problème. La volonté y est, mais la direction n'est pas la bonne. D'abord je conteste l'utilisation abusive du mot « citoyen » mis à toutes les sauces ; c'est une manie à gauche de faire croire que le citoyen a tous les pouvoirs et tous les droits alors qu'il n'en a aucun, sinon de payer ses impôts, ses taxes et se taire. Tout est citoyen à gauche, et parler à ce propos d'initiative citoyenne sent l'arnaque idéologique : on voudrait faire sortir l'idéologie par la porte, qu'elle revient par la fenêtre.

Le vrai nom de l'initiative référendaire est Référendum national d'initiative populaire intégral, que l'on peut résumer en Référendum d'initiative populaire ; en somme le Rip contre le Ric ! Je rappelle que la Suisse pratique le Rip depuis plus de 160 ans, et je n'ai pas vu qu'on vivait plus mal en Suisse pour autant ; je rappelle que le Front national historique l'avait dans son programme, et qu'il a été un des éléments décisifs de mon adhésion au mouvement en 1985. Depuis il a été supprimé ; et par qui je vous le demande ? Par Madame Le Pen soi-même, celle qui passe son temps à donner des leçons de démocratie. Elle a fini de tuer le FN, n'en parlons plus... Ou plutôt si, parlons-en, mais le moment venu...

Mais là où est la particularité du Rip et sa crédibilité selon Force Française, c'est qu'il implique l'abolition de la République. Rip et République sont contradictoires, absolument incompatibles. Je vous vois réagir : Oh, là, là, cher Monsieur, alors là vous prenez des risques... Vous ne savez pas ce que vous dites,

malheureux ! Vous vous attaquez au Saint des Saints, au tabou universel, à la vache la plus sacrée de toutes les vaches sacrées qui vivent sur le dos de la bête... Pardon, qui vivent de l'État au détriment de la société civile, et qui pilonnent fiscalement le citoyen ; ici le mot citoyen à son plein sens. Désolé, mais le Ric, n'est qu'un subterfuge républicain ; tandis que le Rip est une référence à la nation et un véritable appel à la légitimité populaire. N'oublions pas que M. Etienne Chouard, celui qui a lancé le Ric auquel se réfèrent les Gilets jaunes, est un homme de gauche, fonctionnaire et professeur. S'il y a de bonnes choses dans son projet, il est de toute façon voué à l'échec comme tout ce qui vient de la gauche. Et comme tous les intellectuels de gauche, je le crois incapable d'aller au-delà de la République, parce qu'il est incapable de comprendre que **tout le mal dont souffrent les Français vient justement du système politique républicain.**

Il se passe une chose étrange à ce propos. On ne cesse d'entendre des gens dénoncer LE SYSTÈME... Le système-cesti, le système-cela... La chose étrange réside dans le fait que personne n'ose nommer, le système... J'ai vu une pancarte des Gilets jaunes proposant d'abolir LE SYSTÈME. Certes, mais de quel système parlez-vous ? Mettez des mots sur les choses, brave gens... Force Française nomme clairement le système républicain, et le fustige comme le mal absolu.

Encore une fois, Rip et idéologie républicaine sont totalement incompatibles. Force Française propose et exige un véritable changement de régime. C'est pourquoi nous proposons en troisième point, un délai de latence de trois ans, ou dictature autodéterminée de transition, pour mettre en application les cadres institutionnels et les premières lois civiles. Nous voulons que le peuple français prenne son destin en mains... Et qu'il cesse de compter que pour des prunes !

En 1970, un des membres influents de la maison Rothschild avertissait dans une publication de l'époque : « Le verrou qui doit sauter à présent, c'est la nation. » Eh bien, osons répondre, à titre posthume, à ce membre de la famille Rothschild et à ses descendants : « Le verrou qui doit sauter à présent, c'est la République. » C'est tout de même extraordinaire ces banquiers qui veulent nous imposer leur vision du monde, alors qu'ils ne sont que des spéculateurs, des accapareurs, des joueurs de casino qui jouent avec l'argent... L'argent des autres, pas le leur, évidemment. L'abolition de la République est la condition *sine qua non* du Référendum d'initiative populaire intégral, — le meilleur moyen d'arracher la France à ce que j'appelle le Cartel des banques, et à la perspective totalitaire du Nouvel Ordre Mondial.

Lorsque j'ai décidé de lancer Force Française en 2003, la première chose que j'ai faite, en créant un embryon de site internet, a été de mettre un cartouche bleu et rouge, bien visible, appelant à l'abolition de la République et au Référendum

d'initiative populaire. Vous pouvez toujours le voir tel quel, en page d'accueil du site actuel de Force Française. Les trois points cités dans ce clip : –1) l'abolition de la République ; – 2) le Référendum d'initiative populaire ou démocratie directe ; – 3) la dictature autodéterminée transitionnelle, sont au cœur du fondement de Force Française.

Je n'irai pas plus loin dans ce premier volet consacré au referendum d'initiative populaire. Sur le site de Force Française vous trouverez la plateforme politique de notre mouvement. Et vous remarquerez une chose : notre offre politique est présentée sous l'empire de l'universalité du Temps : l'Ordre Intemporel, c'est-à-dire la durée, le passé ; l'Ordre Temporel, c'est-à-dire le présent, l'immédiateté du quotidien. L'Ordre Intemporel, seulement signalé dans la plateforme, fera l'objet de la vidéo désignée Gilet-J référendum 2 ; l'Ordre Temporel fera l'objet de la vidéo Gilets-J référendum 3.

Il paraît qu'il y a des gens pour soutenir M. Macron. La médiocrité politique, intellectuelle et morale tant affligeante qu'impressionnante de ce personnage, qui n'a que mépris et haine rentrée pour la France et le peuple français, atteint décidément des hauteurs vertigineuses. Je ne sais si c'est un homme à qui on peut avoir envie de dire quelque chose. Mais je vais quand même lui dire ce que j'ai envie de lui dire : M. Macron, je préfère cent fois la royauté avec ses défauts, qu'une seule fois votre République maçonnique et ses fausses valeurs républicaines. (*Janvier 2019*)